



Un accord historique à Bruxelles

Une contribution de Denis Simonneau



Contribution

Pour ceux qui suivent les questions européennes depuis longtemps, l'accord conclu mardi 21 juillet 2020 à 5h20 du matin est indéniablement un accord historique.

Certes, les mauvais coucheurs pourront regretter une ambition réduite sur le montant des subventions, des réductions de crédit sur certains postes du budget pluri-annuel de l'Union, la prolongation des rabais thatchériens offerts à quelques Etats membres et une conditionnalité trop timide sur l'Etat de droit, mais l'essentiel tient dans le fait que l'architecture de l'accord est conforme à ce que le couple franco-allemand avait proposé le 18 mai et permet, enfin, de consacrer le « E » de l'UEM. Souvenez-vous...

Avec raison, Jacques Delors et nombre de ses disciples pro-européens ont longtemps déploré l'absence de « l'économique » dans l'Union Economique et Monétaire. En prévoyant un volume total de 750 milliards d'euros financé par un emprunt européen, qui s'ajoute aux 1074 milliards du budget européen, le volet budgétaire de l'économie européenne devient enfin tangible.

De fait, jusqu'à présent, l'Union Européenne pouvait certes compter sur la Banque Centrale qui, depuis Mario Draghi en 2012, n'a pas ménagé ses efforts pour soutenir la zone euro. Christine Lagarde a poursuivi dans ce sens en annonçant dès le 18 mars, 750 milliards d'euros de liquidités. Mais chacun sait qu'une politique économique, pour être efficace, doit « marcher sur deux jambes » : la politique monétaire et la politique budgétaire.

Jusqu'à présent, cette dernière demeurait limitée car les Etats du Nord, les « frugaux ou les radins » pour simplifier, ne voulaient pas payer pour les Etats du Sud, le « Club Med ». Convaincue par le Président de la République, Emmanuel Macron et ses équipes, la chancelière Merkel et son entourage ont compris que cette attitude, qui avait coûté beaucoup aux Européens après la crise de 2008/09 jusqu'à conduire à la possible disparition de la zone euro, ne pouvait que nuire à la crédibilité de l'UE et accroître la crise économique et sociale.

Or, à un moment où la situation géopolitique et géoéconomique appelle une Union Européenne forte, le plan de relance est apparu comme une nécessité vitale.

Oui, cet accord est donc historique. Le nier, c'est ne pas connaître l'histoire de la construction européenne.

Oui, il donne les moyens à l'Union Européenne de s'affirmer comme un acteur économique majeur. Ne pas le reconnaître, ce serait porter atteinte à notre souveraineté partagée et confier notre avenir aux géants américain ou chinois.

Oui, il est porteur d'une approche plus keynésienne conforme aux objectifs de solidarité figurant dans les Traités. C'est d'autant plus dommage que les Premiers ministres socialistes de Suède, du Danemark et de Finlande aient manifesté tant de résistance en appuyant deux chefs de gouvernement ex-alliés de l'extrême-droite et ouvertement libéraux-conservateurs !